

## LES DÉBATS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### DISPUTES ACADÉMIQUES OU QUERELLES POLITIQUES

Ana Paula Hey\*

Cet article cherche à comprendre, à partir de l'analyse des débats sur l'enseignement supérieur<sup>1</sup> brésilien des vingt dernières années, les rapports entre le champ scientifique et la politique. Nous examinerons la production académique sur l'enseignement supérieur, en essayant de distinguer les différents courants responsables des orientations de la politique de l'enseignement supérieur et de rendre raison de leur force respective pour imposer les problématiques pertinentes et les termes pour les penser.

Ceux qui jouissent du plus grand prestige académique et de la notoriété intellectuelle, ainsi que du pouvoir politique, constituent le pôle dominant de l'espace structuré par le capital culturel acquis au long des parcours d'études supérieures. La suprématie de ce groupe ne se manifeste pas seulement à travers les titres et compétences acquises à travers l'école, mais aussi à travers les comportements d'individus dont l'assurance s'appuie sur la compétence, le dynamisme et l'aisance dans les interactions sociales (Bourdieu, 1989).

La mise en place d'un programme de réformes de l'enseignement supérieur, implique des luttes de classement<sup>2</sup> entre les universitaires, où

---

\* Chercheur en Sociologie de l'éducation, FOCUS/UNICAMP.

<sup>1</sup> Cet article est issu d'une recherche sur l'espace de production académique concernant l'enseignement supérieur, ainsi que sur la configuration et la circulation de la production scientifique institutionnalisée. Mon univers d'analyse se compose de 43 enseignants-chercheurs ayant produit articles et ouvrages sur le thème en question, ainsi que sur les conditionnements sociaux de leur pratique. Voir Hey, 2004.

<sup>2</sup> Selon Bourdieu (1992, 1997, 1998), les systèmes de classification constituent un terrain de luttes qui opposent les individus et les groupes au cours des interactions routinières dans la vie quotidienne, de même que dans les combats individuels et collectifs auxquels les agents se livrent dans les champs de la politique et de la production culturelle. Les agents eux-mêmes essayent de modifier les classifications qu'ils reçoivent ou les principes selon lesquels celles-ci

chaque groupe mobilise tous les instruments proprement scientifiques, mais aussi les ressources extra scientifiques nécessaires à l'imposition de la reconnaissance de leur production comme académique.

### PARCOURS ACADÉMIQUES ET PROJETS POLITIQUES DE SOCIÉTÉ

Un premier groupe très influent se compose des fondateurs ou de membres du NUPES (Centre de recherches sur l'enseignement supérieur, de l'Université de São Paulo) à la fin des années 1980. Pour la plupart originaires des sciences sociales, à l'instar de Simon Schwartzman et Eunice Durham, il comprend aussi des chercheurs en sciences exactes, comme le physicien José Goldemberg. La trajectoire académique et professionnelle de ce dernier est exemplaire aussi bien dans son champ disciplinaire d'origine que dans la sphère de la politique, où il a occupé des postes importants, dans le gouvernement, et dans les entreprises publiques.

#### José Goldemberg



(Photo : Folha Dirigida, 2001)

José Goldemberg est licencié en physique, en 1950, à la USP, où il a obtenu son doctorat et sa *livre-docência*<sup>3</sup>. Pendant son doctorat, il a été boursier au Canada et aux États-Unis, dans l'état de l'Illinois. Comme enseignant en physique, il a réalisé des séjours au Canada et aux États-Unis (dans les Universités de Princeton et Stanford). Il s'est également spécialisé dans le domaine de l'énergie et de l'environnement à Genève (Suisse) et à Stanford (États-Unis). Professeur de l'USP depuis 1965, il y a occupé plusieurs postes administratifs : directeur de l'Institut de Physique et Président de l'université, dans la période 1986-90.

Sa trajectoire en dehors de l'université est jalonnée par les postes élevés qu'il a occupés : président de la Compagnie d'Énergie de São Paulo (entre 1983-86), Secrétaire à l'Environnement de l'état de São Paulo. Au plan fédéral, il a été Ministre de l'Éducation (1991-92), Secrétaire de la Science et de la Technologie (1990-91) et Secrétaire par intérim de l'Environnement (1992). Il a également présidé la Société Brésilienne de Physique (SBF) et la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (SBPC). Dans cette dernière institution, il a travaillé aux côtés de Carolina Bori, qui va devenir plus tard présidente du NUPES. Sa participation à d'autres espaces sociaux, et sa compétence dans les questions de l'énergie, de l'environnement et du développement durable, – qui lui ouvrent l'entrée dans le marché de l'*expertise* internationale – l'ont détourné de la production académique sur l'enseignement supérieur réservée à d'autres membres du groupe.

sont produites, d'où l'existence de luttes.

<sup>3</sup> La *livre-docência* est un titre proche de l'habilitation à diriger des recherches, plus fréquemment pratiqué dans les universités publiques de l'état de São Paulo ; il reprend la dénomination usuelle en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le groupe initial du NUPES dont font partie José Goldemberg, Simon Schwartzman et Eunice Durham, réussit à imposer l'orientation de la recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur même à ses concurrents. Ainsi, dans l'univers de la production académique brésilienne, ils sont souvent nommés comme « haut clergé »<sup>4</sup>, qui jouit d'un prestige académique éminent et d'un capital social élevé. Les membres de ce groupe participent à des cercles intellectuels et fréquentent les réseaux constitués autour de certains hommes politiques de São Paulo, et peuvent de la sorte contribuer à la production d'une idéologie dominante. Les fondateurs du NUPES écrivent, par exemple, dans la revue du CEBRAP<sup>5</sup> (Centre Brésilien de Recherches, São Paulo), qui a toujours des chercheurs renommés. Il convient de signaler que quelques-uns des chercheurs du CEBRAP sont devenus des hommes politiques de premier rang, rassemblés politiquement et idéologiquement autour d'un même parti, le PSDB (Parti de la Social-Démocratie Brésilienne). Parmi eux, on trouve Fernando Henrique Cardoso, José Serra, Paulo Renato Souza, Luiz Carlos Bresser Pereira et Francisco Weffort. Parmi les dirigeants du CEBRAP, on peut encore compter José Artur Giannotti et Reginaldo Prandi, qui ont, eux aussi, écrit sur le thème de l'enseignement supérieur.

Le CEBRAP se forme autour d'une génération d'intellectuels issus de la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres de l'USP, la célèbre « Maria Antônia » ; ils avaient une conception particulière de la vie académique, qui devrait être envisagée, selon Giannotti (1989, p. 3), comme « un processus de recueillement, une forme d'exercice spirituel qui maîtrise nos vies et améliore notre convivialité ». De cette façon, le Centre s'est formé dans le dessein de « préserver ce que nous étions : des intellectuels par vocation ». Ces propos mettent en évidence le point de départ du groupe et le distinguent des autres groupes académiques – distinction renforcée par les critiques adressées à l'intellectuel qui se bureaucratise, qui ne devient qu'un fonctionnaire. Mais ils sont également utilisés pour défendre l'intellectuel traditionnel, qui se veut le maître à penser et qui s'oppose, par là même, au spécialiste, qui ne maîtrise

---

<sup>4</sup> J'adopte ici la classification indigène, employée par les chercheurs eux-mêmes. J'aurai plutôt tendance à les voir comme procédant du pôle dominant de cet univers.

<sup>5</sup> Il s'agit de *Novos estudos CEBRAP*, publication du centre d'études brésilien d'analyse et planification.

qu'une technique. Ils renforcent aussi le sens donné à la carrière académique, considérée comme un mode de vie, en opposition à l'intellectuel d'aujourd'hui, qui n'est qu'un bon négociateur de ses opinions et de ses propos. C'est à partir de cette position dominante, socialement et académiquement, que les membres du CEBRAP vont participer, – notamment à partir de la décennie 1980, période d'ouverture politique au Brésil –, soit sur la scène politique, soit dans ses coulisses, en tant qu'idéologues à la propagation d'une vision nouvelle de la société.

Le réseau de relations de José Goldemberg est compatible avec une nouvelle élite politique qui se constituait progressivement et qui se renforçait – élite dont la trajectoire peut être matérialisée dans le parcours de celui qui va devenir Président de la République<sup>6</sup>, Fernando Henrique Cardoso. Ce professeur d'Université était un des membres fondateurs du PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien) et le principal interlocuteur de son président, Ulisses Guimarães. Dans ce parti, il va militer côte à côte avec Franco Montoro, gouverneur de l'état de São Paulo (1983-1988), d'abord en tant que sénateur suppléant, ensuite en tant que sénateur. C'est aussi dans le gouvernement de Franco Montoro que José Goldemberg va prendre la présidence de la Compagnie d'énergie électrique de l'état de São Paulo, l'une des entreprises les plus importantes de cet état et du pays. Postérieurement, dans la gestion du gouverneur Orestes Quercia, Goldemberg devient président de l'USP, ce qui renforce son poids académique. Dans cette même période, à la suite de désaccords internes au PMDB, on assiste à la création du PSDB (Parti de la Social-Démocratie Brésilienne), sous l'impulsion notamment de Fernando Henrique Cardoso<sup>7</sup>. En même temps que le nouveau parti se renforce sur le plan fédéral – ce qui culmine avec l'élection de Cardoso à la Présidence de la République en 1994 – José Goldemberg est appelé à des postes élevés sous les présidences de Collor de Melo – dont il est Ministre de l'Éducation – et d'Itamar Franco – dont il devient Secrétaire

---

<sup>6</sup> Cf. Afrânio Garcia (2004), l'auteur montre, à travers de la trajectoire sociale du président de la République, le déplacement vers le champ de la politique de ses investissements et des capitaux qu'il a acquis en tant que chercheur.

<sup>7</sup> Les membres fondateurs de ce parti, créé en 1988, ont été, outre la personnalité déjà mentionnée, Franco Montoro, Mário Covas et José Richa. Dans les conflits politiques de l'époque, ce groupe était dénommé « la bande du vote utile ».

d'État à la Science et à la Technologie. Il va encore occuper les postes de Secrétaire de l'Éducation et de Secrétaire de l'Environnement de l'état de São Paulo, un des états dirigés par le PSDB.

Ce réseau formé par les professeurs de l'université brésilienne va contribuer au renforcement d'une élite politique intéressée par la construction d'un nouvel espace de pouvoir depuis les années 1970. Leur intention est de déterminer comment doit être la société brésilienne ; pour cela, ils ont choisi des représentants actifs dans différents secteurs sociaux, aptes à fournir un projet de société. Dans le cas de l'enseignement supérieur, cette mission a échoué aux chercheurs rassemblés autour du NUPES et de l'USP. Les membres de ces institutions ont en commun le fait d'être hautement qualifiés, d'intégrer l'espace universitaire brésilien depuis les années 1950 et 60, et d'être passés à l'action dans l'espace politique, bénéficiant des diverses formes de capitaux acquis, reconvertis au profit de la production et de la mise en œuvre de leurs idées sur le monde social.

L'excellence des intellectuels qui participent à cet univers s'appuie sur celui de l'université à laquelle ils ont appartenu – une institution prestigieuse bien avant la période d'expansion universitaire des années 1970. C'est ainsi que le CEBRAP aurait intégré cet univers en tant qu'« institut qui préserve l'idéal qui a fait de nous des êtres civilisés, idéal subversif face à un projet intellectuel qui sépare la production et l'intention d'améliorer sa propre vie à travers l'action » (Giannotti, 1989, p. 5). Pour ce groupe, l'université d'avant 1964 était le lieu par excellence de la vie intellectuelle, conçue comme « une forme d'exercice spirituel qui maîtrise nos vies et qui améliore notre convivialité » (Giannotti, 1989, p. 3).

La lutte qui oppose les chercheurs de cet espace académique adopte la forme d'un combat pour le pouvoir proprement symbolique de dire ce que doit être la nouvelle université, de faire voir et de faire croire, de prédire et de prescrire, de donner à connaître et de faire reconnaître la bonne manière d'organiser la recherche et l'enseignement –, lutte qui concourt, en même temps, à la distribution du pouvoir sur l'administration de l'État et sur les autres espaces de la vie sociale (Bourdieu, 1998, p. 174).

Dans l'état actuel des forces au sein de cet espace, les chercheurs du NUPES vont investir plusieurs institutions publiques. En tant que Ministre de l'Éducation dans la période 1991-92, José Goldemberg nomme à ses côtés l'anthropologue Eunice Durham, en tant que Secrétaire Nationale pour l'Enseignement Supérieur. Tous les deux avaient déjà travaillé ensemble au sein de l'USP, quand Goldemberg y était le président et Durham, sa conseillère en matière de politique universitaire. Eunice Durham a, en outre, participé à des réformes universitaires, à côté de l'anthropologue Ruth Cardoso et du philosophe José Arthur Giannotti. Parallèlement, Simon Schwartzman participait dans des commissions qui examinaient les politiques nationales pour la science et la technologie à la lumière des avancées internationales.

Dans la dernière décennie, ce groupe contribue directement à la restructuration de plusieurs institutions, participant de leurs directions. Parmi elles, on peut citer la CAPES (Coordination du Perfectionnement du Personnel de Niveau Supérieur, une des deux principales agences de financement de bourses et de régulation des formations doctorales), l'INEP (Institut National d'Études Pédagogiques, dont les principales compétences sont la production de statistiques scolaires et l'évaluation du système éducatif), le Conseil National de l'Éducation (organe qui remplace l'ancien Conseil Fédéral de l'Éducation, en s'appropriant par là même la fonction de régulation des politiques éducatives) et le MEC lui-même (Ministère de l'Éducation), qui assume le contrôle de la politique éducative sur le plan national.

Mais ce réseau connaît aussi des divergences concernant l'exécution du projet de société. Par exemple, la nomination de Paulo Renato Souza au ministère de l'Éducation du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, poste qu'il occupe pendant fort longtemps, Eunice Durham est écartée des postes de l'administration publique, mais elle continue à participer aux discussions autour des politiques de l'enseignement supérieur. Un conflit éclate entre Eunice Durham et Bresser Pereira à propos de la réforme du CNPq (Conseil National du Développement Scientifique et Technologique), proposée par ce dernier, censée réduire le champ d'action de cette

institution. Ces exemples mettent en évidence des guerres de palais<sup>8</sup>, qui doivent nous mettre en garde contre toute vision monolithique de ce groupe d'intellectuels et de responsables des changements de l'espace universitaire.

### **LA DÉTERMINATION EXTERNE AU CHAMP ACADÉMIQUE DANS LE PROGRAMME**

Le programme académique imposé aux études sur l'enseignement supérieur au Brésil dans les vingt dernières années a sa genèse probable à deux moments clé, dans deux univers différents.

Le premier moment est marqué par l'organisation de la *Conférence sur l'Évolution Sociale au Brésil depuis 1945* – conférence qui s'est tenue à *Columbia University* en décembre 1984, sous le patronage conjoint de cette même université, de la *Ford Foundation* et de l'*Inter-American Foundation*. Y ont participé en qualité de conférenciers, Amaury de Souza, Bela Bianco, Ana Luiza Osório de Almeida, José Alberto Magno de Carvalho, Lorene Yap, Pedro Malan, Pérsio Arida et Simon Schwartzman. Le résultat des discussions a été publié en 1986, sous la forme d'un ouvrage collectif organisé par Edmar Bacha et Herbert Klein<sup>9</sup> – ouvrage qui peut être considéré comme un manuel de la conjoncture de la société brésilienne dans des secteurs aussi divers que la démographie, l'emploi, l'agriculture, l'urbanisation, les inégalités sociales, la santé, la prévoyance sociale et l'éducation.

Sur le plan économique, les participants de la Conférence expriment un consensus autour de l'importance des changements au Brésil à partir de la deuxième guerre mondiale, et de la nature incomplète de ce processus, faute justement de politiques gouvernementales consacrées à la sphère sociale.

---

<sup>8</sup> Cette catégorie est utilisée dans les analyses de Dezalay et Garth (2000) pour désigner les conflits à l'intérieur du groupe restreint des dirigeants de l'État.

<sup>9</sup> Bacha, Edmar; Klein, Herbert (eds.). *A transição incompleta: Brasil desde 1945*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1986. À cette époque, le conseil éditorial de cette maison d'édition se composait d'Antonio Cândido, Celso Furtado, Fernando Gasparian et Fernando Henrique Cardoso.

Le socle de la logique de l'élite politique qui aspire au pouvoir dans cette période repose sur le présupposé que seule la présence de personnes hautement qualifiées<sup>10</sup> dans le gouvernement peut garantir que les mesures mises en œuvre procurent effectivement le bien-être social.

L'économiste Cláudio de Moura Castro oriente son diagnostic de l'enseignement supérieur, d'abord, à partir de l'analyse de la situation limite dans laquelle se trouvent les universités publiques brésiliennes, en particulier les fédérales, dont les problèmes administratifs et financiers se sont continuellement aggravés, traduisant une mauvaise performance dans ce secteur. Par la suite, considérant les voies ouvertes à l'enseignement supérieur, il fait état du développement de l'enseignement privé et de la nécessité d'observer ce qui se passe dans ce segment du système. Selon lui, celui-ci présente les avantages suivants : la diversité des modèles institutionnels ; la formation de l'étudiant à moindre coût ; une administration plus flexible ; la dissociation entre la recherche et l'enseignement, la première étant conçue en tant que prestation de services ; la quête de sources alternatives de financement, y compris la production de services et de produits dans une logique commerciale.

Le deuxième moment identifié dans la genèse de la construction du programme a trait à l'organisation d'une commission nationale consacrée à l'élaboration d'une nouvelle politique pour l'enseignement supérieur brésilien. Cette commission – appelée « la commission des notables » – a été instituée en 1985 par José Sarney, alors Président de la République, et par son Ministre de l'Éducation, Marco Maciel. Elle est constituée dans sa grande majorité par des universitaires renommés. Y ont participé des noms importants de l'université brésilienne : Simon Schwartzman, son rapporteur, Edmar Bacha (un des organisateurs de la Conférence à *Columbia University*),

---

<sup>10</sup> Cette logique est perceptible dans l'ascension des économistes en tant que détenteurs du monopole de l'élaboration et la diffusion du principe de partage légitime du monde social. Ils ont eu également à leurs côtés des politologues et d'autres spécialistes, appelés des *techniciens-politiques* ou des *experts*, dans la mesure où ils alliaient une connaissance technique sophistiquée à une sensibilité politique. Ces agents vont composer les gouvernements brésiliens depuis les années 1960, leur nombre augmentant à partir des années 1970. Voir à ce propos les travaux de Dezalay et Garth (2000), Dezalay (2002, 2004) et sur le champ de l'économie au Brésil, Loureiro (1995).



José Arthur Giannotti, Bolívar Lamounier, José Leite Lopes, Luiz Eduardo Wanderley, Roberto Cardoso de Oliveira, Carlos Nelson Coutinho, Guiomar Namó de Mello, entre autres<sup>11</sup>.

Cette Commission initie sa réflexion par l'analyse du système d'enseignement supérieur, depuis 1985, au retour de la démocratie. Cette crise se manifeste avec la paralysie des universités fédérales en 1984 – suite à la plus longue grève. Cette grève n'a pas suscité de discussions dans la société civile et les médias ont accordé peu d'importance à la situation de l'université brésilienne considérablement aggravée pendant le régime autoritaire. La restauration des libertés politiques ont rendu possible les débats dans les universités et les groupes de recherches à ce propos se sont développés à la fin de la décennie. Ce qui a stimulé également les discussions promues par les associations scientifiques et professionnelles.

Cette paralysie des universités publiques fédérales est éclairante pour la compréhension du conflit déjà instauré au sein du système de l'enseignement supérieur, entre des groupes de pouvoir, marqués par une hiérarchie du pouvoir homologue à la hiérarchie du savoir. Les problèmes de fond avaient trait aux changements de l'institution universitaire pendant la période autoritaire. Dans ce contexte, différents groupes d'intérêt luttèrent pour l'imposition d'une nouvelle manière de percevoir le monde social. Un des principaux protagonistes est le professeur José Arthur Giannotti, dont les articles publiés dans la presse polémiquent avec les associations d'enseignants autant à l'intérieur de l'USP que sur le plan national, avec le Syndicat national de l'association nationale des enseignants de l'enseignement supérieur, actuellement nommé ANDES/SN.

La conception de la vie académique explicitée par cet auteur opère une distinction entre les « *sabidos* » et les « *sábios* » (Giannotti, 1984, p. 37)<sup>12</sup>. Les

---

<sup>11</sup> Y ont encore participé : Caio Tácito, son président, Amílcar Tupiassu, Clementino Fraga Filho, D. Lourenço de Almeida Prado, Eduardo de Lamônica Freire, Fernando Jorge Lessa Sarmento, Francisco Javier Alfaya, Haroldo Tavares, Jair Pereira dos Santos, Jorge Gerdau Johanpeter, Marly Moisés Silva Araújo, Romeu Ritter dos Reis, Ubiratan Borges de Macedo, José Eduardo Faria.

<sup>12</sup> Il a été impossible de tenir compte de l'allitération entre « *sábios* » et « *sabidos* », présente dans l'original, dans la traduction au français. Le mot « *sabidos* » a été approximativement

premiers sont les demi-savants qui font un usage abusif de la qualification et du monopole d'un savoir imaginaire. Les « savants », à leur tour, sont les amis d'un savoir authentique, du savoir en tant que mode de vie. Cette distinction va de pair avec une division du travail intellectuel, où les « savants » sont ceux qui se consacrent effectivement au travail intellectuel et les « *sabidos* » (les demi-savants), ceux qui font semblant. Dans ce texte, Giannotti, alors président du CEBRAP, fournit des éléments qui reflètent la conception du groupe qui va intégrer la nouvelle élite du pouvoir dans les années 1990, rassemblée autour du gouvernement Fernando Henrique Cardoso et, plus précisément, autour du groupe lié à l'enseignement supérieur. Il y a une convergence entre les propositions relatives à l'université et une vision du monde social forgée par une élite socialement homogène.

L'idée de base veut qu'il y ait des personnes organisées dans des groupes politiques, qui peuvent élaborer un projet de société et le mener à bien dès qu'ils arrivent au pouvoir par la voie électorale. Néanmoins, ce groupe est censé exercer une fonction noble, dans le sens qu'il doit s'éloigner de groupes moins dotés des compétences nécessaires à une telle entreprise<sup>13</sup> – ici, le bas clergé. Le groupe légitimé dans l'exercice de ce rôle serait celui des intellectuels ou des universitaires – le haut clergé – qui, ayant vécu dans l'université des savants, où le savoir est conçu comme un mode de vie, disposeraient de tous les outils nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet de monde social.

Le discours produit au cours de ces affrontements prend la forme d'un langage performatif (Bourdieu & Boltanski, 1976), selon lequel, s'il existe une science politique ou une politique menée par des scientifiques, l'avenir de la science appartient aux plus compétents, autrement dit à ceux dont le monopole de la science justifie leur monopole de la politique scientifique. Cette idée va renforcer la production d'une idéologie fondée sur un type de conception de la science, la seule habilitée à parler du monde social, puisqu'elle est produite par le seul groupe légitime. Quand ils analysent la

---

traduit par « finauds », « sábios » a été traduit de la façon classique, par « savants » (NdT)

<sup>13</sup> On se réfère ici notamment aux mouvements sociaux, dont les groupes ont été issus : de syndicats, d'associations des catégories professionnelles, y compris celle des professeurs d'universités.

science économique comme la *science royale*, et après mai 1968, aussi les sciences sociales, Bourdieu et Boltanski (1976, p. 48) affirment que ce sont elles qui vont définir l'univers du pensable. Elles sont pourtant politiques dans la mesure où, sous l'apparence d'énoncer ce qui est, elles énoncent ce qui doit être. Ces auteurs affirment encore que ce projet est « conçu et appliqué par des gens qui, ayant exclu tout changement radical d'axiomatique, sont convertis à l'idée qu'en matière de politique, comme en d'autres temps en matière de morale, il suffit de bien juger pour bien faire, que leur science est politique et leur politique scientifique ». Ainsi, Giannotti lui-même (1984) fera référence aux économistes comme étant les seuls scientifiques aptes à comprendre la crise qui afflige la société, sur laquelle l'Université se tait, à l'exception de l'UNICAMP<sup>14</sup>.

Ce groupe<sup>15</sup> dont Giannotti est lui-même un représentant exemplaire, est issu de l'ancienne « Maria Antônia », et menait des études sur *le Capital*, entre 1959 et 1964. Ce même groupe considérait les intellectuels de Rio de Janeiro, de la même période, comme moins savants. Ses membres s'opposaient au « syncrétisme théorique » de Florestan Fernandes. Ils pensaient que les intellectuels de l'USP avaient depuis 1930, pour mission de créer une *intelligentsia*, s'appuyant sur les classements issus des sciences sociales brésiliennes.

De manière générale, la conception de la Commission correspond à un moment d'ouverture du système. Celui-ci est marqué par l'affranchissement du contrôle gouvernemental et la liberté d'action des universités, à travers l'adoption de modèles institutionnels diversifiés assurant l'autonomie interne et externe des institutions, l'État ne gardant le contrôle que de l'évaluation des performances et des modalités de financement de l'enseignement supérieur. Il faut préciser que l'évaluation peut être réalisée par différents organismes de l'État et que le financement public des institutions privées peut être effectué de façon indirecte, à travers les bourses attribuées aux

---

<sup>14</sup> Dans cette institution les économistes José Serra et Paulo Renato Souza se distinguent par leur participation au champ politique brésilien, à partir des années 1990.

<sup>15</sup> Cette idée de groupe et les oppositions qu'elle engendre en termes d'une vision de monde social et de sa mise en œuvre, est renforcée dans les années suivantes, avec la consolidation du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et de ses membres.

étudiants. Dans le cas des universités publiques, l'autonomie financière permettrait la flexibilité des actions développées.

Une des manières de rendre ce discours efficace est la cooptation de ceux qui sont engagés dans l'université en tant que chercheurs, professeurs, ou membres d'autres entités. Il n'y a pas une proposition de réforme du système – ce qui aurait pu susciter des polémiques houleuses, rendant impossible tout changement –, mais la mise en pratique de quelques stratégies. Les politiques sont élaborées et mises en application par le Secrétariat de l'enseignement supérieur du MEC. La communauté scientifique n'a été mobilisée qu'ultérieurement. Dans la mesure où plusieurs chercheurs sont invités à des postes dans le gouvernement fédéral ou sont consultés à propos de l'orientation des changements, une stratégie efficace consiste à introduire une conception du système de l'enseignement supérieur comme si elle était l'expression de l'univers académique ; en d'autres mots, il s'agit de traduire ce programme décidément politique en expression de la volonté académique. La mobilisation des débats entre pairs, de la rhétorique académique et des recherches appliquées fait croire à des transformations inéluctables. Cette stratégie est celle de l'élite dominante de la période, composée d'intellectuels issus de l'univers académique.

### **LE HAUT CLERGÉ ET SON PROGRAMME**

Le programme académique pour l'enseignement supérieur a été élaboré dans l'espace politique ; la règle, était d'appartenir à une élite qui se distingue par la possession d'un capital culturel d'une espèce particulière, c'est-à-dire, celui qui est produit dans l'espace académique, par l'avant-garde scientifique, à une époque précédant les réformes. Ce capital culturel se double également d'un capital social institué au long de la trajectoire de formation académique et professionnelle, auquel s'ajoute la circulation internationale.

Les participants du NUPES, principalement Simon Schwartzman et Eunice Durham, sont des exemples de l'usage de ces capitaux dans la production de la réforme de l'enseignement supérieur.

### Simon Schwartzman



(Photo : site [web.abc.org.br](http://web.abc.org.br))

Simon Schwartzman est un cas typique d'*expert* dans le domaine de l'enseignement supérieur. Sa condition d'expert international renforce sa position sur la scène nationale. Il s'implique très tôt dans des recherches ayant trait au développement économique brésilien et latino-américain, aux politiques gouvernementales et à la science au Brésil. Son livre sur la formation de la communauté scientifique devient un ouvrage de référence. Son parcours est balisé également par une forte circulation internationale, qui débute en Amérique Latine et se renforce dans des institutions académiques américaines et anglaises.

Au Brésil, il travaille dans diverses institutions universitaires et occupe des postes stratégiques dans la haute administration, parmi lesquels on dénombre sa participation à la FINEP (Financement d'Études et de Projets), agence qui a fait fonction de Ministère de la Science et de la Technologie (créé seulement en 1985) dès la fin des années 1960 et pendant toute la décennie suivante. L'extrême importance de cet organisme pour le financement de la science et de la technologie au Brésil n'est plus à démontrer : il a

été responsable de l'octroi de ressources pour l'implantation des formations doctorales<sup>16</sup>, ainsi que de l'expansion et consolidation de centres de recherches scientifique et technologique. Schwartzman a dirigé l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et Statistiques), institution responsable de la production de statistiques démographiques, économiques et sociales, qui a une importance décisive pour la mise en œuvre de la politique sociale, dans la mesure où la prévision statistique est largement utilisée pour forger une image de la société que l'on vise à créer et à « naturaliser ». L'usage idéologique de la statistique dote les hommes politiques de la connaissance de la structure, mais cette connaissance ne change pas forcément les actions politiques et ils peuvent en faire un usage idéologique. L'utilisation des statistiques sur la conjoncture sociale brésilienne va également se faire sur le marché international, validant les tendances élaborées à une échelle plus vaste et faisant croire que le Brésil participe d'évolutions mondiales.

Simon Schwartzman a une importance stratégique dans la composition du NUPES et dans la reconnaissance de ce centre de recherche, dans la mesure où il échappe au stéréotype du savant formé par l'USP. En effet, originaire du Minas Gerais, Phd aux États-Unis, et débutant comme chercheur à Rio de Janeiro ; il détient en même temps des compétences et des relations susceptibles d'être mobilisées au Brésil. Sa notoriété scientifique le distingue même à l'intérieur du NUPES et ses postes académiques aux États-Unis lui donnent accès aux espaces transnationaux de production de connaissances sur l'enseignement supérieur.

<sup>16</sup> Système qui correspond au « mestrado » et au doctorat au Brésil.



(Photo : site web usp.br)

### Eunice Durham

Elle fait des études, depuis la licence au doctorat, au département d'Anthropologie de l'USP, où elle rencontre Ruth Cardoso (dont elle a dirigé le doctorat). Avec le soutien de José Goldemberg, Ruth Cardoso et José Arthur Giannotti, Eunice Durham entre en conflit avec le mouvement syndical de l'USP. Puis elle s'engage dans des études sur l'Université brésilienne, devenant la porte-parole du groupe politique qui s'impose comme dominant en ce qui concerne les réformes du système de l'enseignement supérieur dans les années 1990. Elle jouit d'une visibilité plus forte que celle de Simon Schwartzman, bien que sa production académique sur le sujet soit plus réduite. Elle participe d'une façon plus directe à l'ANPOCS (Association Nationale de Doctorats en Sciences Sociales), ainsi qu'à d'autres colloques et congrès nationaux. Cette participation se fait parallèlement à ses interventions dans les rencontres promues par les institutions d'enseignement privées et par des entreprises de conseil.

À la différence de Schwartzman, la position d'Eunice Durham est plutôt liée à une carrière de responsable de l'enseignement supérieur brésilien. Elle va occuper des postes élevés au sein du gouvernement fédéral, tels que Secrétaire Nationale de l'Enseignement Supérieur, Secrétaire Nationale des Politiques Publiques, de présidente de la CAPES, son parcours n'est pas particulièrement marqué par des séjours internationaux.

Ces exemples indiquent la construction d'un nouvel espace de pouvoir, où des *experts* appartenant au marché international, imposent des orientations politiques sur le plan local, travaillant à côté de « techniciens » issus de l'univers académique et scientifique national. La reconnaissance académique joue un rôle central dans cette lutte, car elle sert de caution et confère une légitimité aux actions politiques pratiques.

Pour s'imposer, ce groupe monte un dispositif académique pour la réalisation d'études et de recherches sur l'état du système de l'enseignement supérieur, et sur la contribution des techniques d'évaluation. Ce système doit être analysé sur le plan national, et par des études comparatives avec les autres pays d'Amérique latine. Ce programme d'études s'est élargi en direction des formations doctorales et à tout le système des titres et postes académiques. La stratégie académique sous-jacente, à travers la réalisation d'un diagnostic sur l'enseignement supérieur y compris les formations doctorales, vise à justifier une réforme du système.

La même démarche se retrouve dans le Groupe de travail « Éducation et Société » de l'ANPOCS, notamment à partir de la fin des années 1980, et

s'impose comme problématique incontournable les années suivantes. Les thèmes les plus discutés dans le Groupe de travail vont des analyses globales de l'enseignement supérieur étayant les modalités de son évaluation, à l'identification des problèmes cruciaux et des formes de diversification. Même les chercheurs qui n'adhèrent pas complètement aux orientations politiques du groupe finissent par adopter ce programme de travail, et viennent le corroborer.

Dans les alliances nouées par le NUPES, on peut identifier plusieurs participants du Groupe de Travail de l'ANPOCS, à l'instar de Clarissa Baeta Neves et des membres du groupe de recherche de l'Université de Brasília, le NESUB (Noyau d'Études sur l'Enseignement Supérieur), dont fait notamment partie Carlos Benedito Martins. Ce dernier va développer plusieurs recherches appliquées dans le domaine de l'enseignement supérieur, surtout en ce qui concerne les formations doctorales au Brésil. Ces chercheurs contribuent à la légitimité du programme proposé par le NUPES, par le simple fait de reprendre à leur compte les questions qui n'ont de sens que pour une certaine conception du système d'enseignement supérieur débouchant sur la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur.

#### **UN GROUPE CONCURRENT**

Dans la deuxième moitié des années 1990, se forme un groupe ayant sensiblement le même capital culturel. Son principal protagoniste est un politologue renommé qui s'entoure de chercheurs de diverses disciplines, rattachés à des universités situées dans plusieurs états de la fédération. Le CIPEDDES (Centre Interdisciplinaire de Recherche pour le Développement de l'Enseignement Supérieur) est un réseau interdisciplinaire dont le siège est l'Institut Latino-Américain d'Études Avancées de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, l'UFRGS. Il est composé d'Hélgio Trindade (actuel président de la Commission Nationale d'Évaluation, de l'Enseignement Supérieur), José Dias Sobrinho, Dilvo Ristoff (actuel directeur des Statistiques et de l'évaluation de l'enseignement supérieur de l'INEP), Afrânio Catani (de l'USP) et Maria Beatriz Luce (actuellement membre du CNE). Il adopte une autre orientation politique après l'élection de Luis Inácio Lula da Silva, plusieurs de ses membres vont assumer des postes dans le gouvernement fédéral ce sont eux qui élaborent un nouveau système

d'évaluation de l'enseignement supérieur et les principes de la réforme universitaire.

Il convient de rappeler que la participation dans des commissions gouvernementales confère un haut degré de prestige car de ces commissions spécialisées émanent les directives nécessaires à la réorganisation du système. Plus qu'au niveau des postes de la haute administration comme celui de Ministre de l'Éducation ou de Secrétaire de l'enseignement supérieur, c'est au sein des commissions que s'affrontent les différents points de vue, que s'élaborent les orientations des réformes et que sont pesés le pour et le contre des différentes alternatives.

### Hélgio Trindade



*(Photo site web : Unit 22/07/2005)*

Au sein de ce groupe, Hélgio Trindade concentre le pouvoir autant sur le plan scientifique que politique.

Il dispose d'un fort capital académique grâce à une circulation internationale dirigée vers la France, à sa condition d'ancien recteur de l'Université de Rio Grande do Sul et, sur le plan national, grâce à l'ANDIFES (Association Nationale des Dirigeants des Institutions Fédérales de l'Enseignement Supérieur). Il se présente comme un porte-parole des forces politiques régionales s'opposant à l'hégémonie du Sud-Est, principalement aux universités de São Paulo et de Rio. Les oppositions régionales dans l'espace académique, sont homologues à celles de l'espace politique.

C'est à ce groupe que Simon Schwartzman se réfère dans sa critique de la réforme universitaire actuelle, quand il dit que, dans le processus de discussion de la réforme, la plus grande faute du gouvernement consiste à donner « beaucoup trop de pouvoir aux groupes d'intérêt opposés aux changements du milieu universitaire »: les professeurs des universités publiques fédérales et quelques secteurs des universités de l'état de São Paulo, ainsi que des syndicats d'enseignants, comme l'ANDES-SN. Pourtant, le groupe que représente Hélgio Trindade a des affinités politiques plutôt avec l'ANDIFES dont découle sa conception du système d'enseignement supérieur.



### LE PÔLE DES DOMINÉS

D'autres groupes issus des Sciences de l'Éducation s'opposent aux groupes dominants ; faisant partie de l'ANPED ils restent cantonnés dans des définitions disciplinaires qui les empêchent de nouer le dialogue avec les chercheurs en Sciences Sociales regroupés au sein de l'ANPOCS car les rapports entre l'ANPED et l'ANPOCS sont très faibles. Ces groupes déclarent qu'il faut refuser les politiques publiques implantées dans la décennie de 1990, car elles ont été, de manière générale, influencées par le NUPES. Cependant, ces chercheurs n'arrivent pas à avancer d'autres propositions susceptibles de changer les orientations du débat et leur opposition au groupe dominant tourne court.

La hiérarchie sociale des disciplines joue à ce propos un rôle central : l'Éducation occupe déjà une position inférieure par rapport aux Sciences Sociales, tendance renforcée par la Réforme de 1968, qui créa des Facultés et des centres d'éducation dans les universités sans leur accorder de nouveaux moyens matériels. Les Facultés récemment créées recrutent des enseignants formés en général dans d'autres disciplines. Il faut y ajouter le militantisme des enseignants de ce domaine car ils participent aux associations engagées dans les mouvements sociaux des années 1980 pour la libéralisation de l'espace politique.

Ainsi les chercheurs se regroupent dans une diversité de réseaux comme ceux liés aux activités syndicales, à l'instar de celui qui compte avec la participation de Valdemar Sguissardi et du nouvel entrant João dos Reis Silva Júnior, ou bien celui des chercheurs liés à l'histoire des institutions de l'enseignement supérieur, comme Maria de Lourdes Fávero, qui participe dès le début au Groupe de Travail de l'ANPED, ou encore celui des chercheurs travaillant à la fois sur les aspects politiques et pédagogiques de l'enseignement supérieur, telles Maria Estela Dal Pai Franco et Marília Morosini.

### LE POUVOIR DU PROGRAMME ÉTABLI

Les stratégies du NUPES, en tant que groupe dominant, se sont fondées sur l'utilisation des éléments qui structurent la profession : l'organisation de groupes de recherche, la participation dans des associations scientifiques et des colloques académiques, la production de textes qui circulent dans le milieu académique et extra-académique, la création d'un réseau d'interlocuteurs légitimes. Une action à caractère fortement politique peut ainsi apparaître comme une simple modalité des pratiques académiques, permettant de s'imposer dans l'univers des pairs et de jouer de la renommée universitaire comme forme de caution.

C'est ainsi que le discours dominant peut s'imposer comme une politique réaliste, mieux encore, comme un projet d'action ayant des chances de réussite, car capable d'imposer sa propre nécessité (Bourdieu et Boltanski, 1976, p. 51).

L'efficacité symbolique du discours dominant – ici matérialisé dans le programme de réforme de l'enseignement supérieur – est garantie par l'absence d'un système de classification concurrent. Il peut même s'imposer à ceux qui tentent de s'opposer produisant une autre perspective analytique dans la mesure où sans s'en rendre compte, ils utilisent les mêmes schémas et les mêmes questions. En d'autres mots, on constate la soumission ou l'acceptation de la problématique imposée par le NUPES, même chez les chercheurs qui voudraient s'y opposer.

Le pouvoir d'imposer une conception du système de l'enseignement supérieur et d'aider à l'implantation des réformes ne peut faire oublier qu'il repose sur la force proprement politique du groupe dominant. Or, tout se passe comme si le pouvoir de conviction de ce groupe ne reposait nullement sur le capital spécifiquement politique d'une minorité de ses membres. À l'évidence, la force politique de chaque discours suppose l'exploitation rationnelle des tendances structurales dégagées par les diagnostics élaborés par le NUPES ou par les enquêtes sur les différentes composantes du système d'enseignement supérieur. L'ensemble de ces travaux permettent à la fois d'anticiper les avènements possibles et d'évaluer les chances de chaque scénario et les coûts des actions nécessaires à leur réalisation.

La ruse des experts regroupés dans le NUPES est de faire apparaître la nécessité politique des réformes proposées comme dues uniquement au déchiffrement des défis imposés par l'évolution inéluctable du système d'enseignement ; un des scénarios pressentis est érigé en destin.

L'analyse des débats autour de l'évolution de l'enseignement supérieur montre que les questions examinées sont complètement tributaires des polémiques proprement politiques, où la concurrence du monde universitaire n'est jamais autonome des projets de réforme et des modalités d'accumulation de reconnaissance politique. Les protagonistes ne cherchent pas en effet à faire accroître leur reconnaissance académique mais à en faire un usage proprement politique.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BACHA, Edmar ; KLEIN, Herbert (1986) : *A transição incompleta: Brasil desde 1945*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- BOURDIEU, Pierre (1998) : « Introdução a uma sociologia reflexiva », (in) BOURDIEU *O poder simbólico*. Rio de Janeiro, ed. Bertrand Brasil [2<sup>e</sup> éd., Trad. Fernando Tomaz].
- Idem, (1989) : *La noblesse d'État*. Paris, éd. Minuit.
- Idem, (1997) : *Méditations pascaliennes*. Paris, éd. Seuil.
- BOURDIEU, Pierre ; BOLTANSKI, Luc (1976) : « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 2/3, p. 3-73.
- BOURDIEU, Pierre ; WACQUANT, Loïc (1992) : *Réponses*. Paris, éd. Seuil.
- BRASIL. Ministério da Educação e do Desporto (1985) : *Relatório da Comissão Nacional de Avaliação do Ensino Superior*. Brasília, MEC.
- DEZALAY, Yves (2004) : « Les courtiers de l'international », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 151-152, mars, p. 5-35.
- DEZALAY, Yves ; GARTH, Bryant (2000) : « A dolarização do conhecimento técnico-profissional e do Estado », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 15, n° 43, juin, p. 163-176.
- Idem, (2002) : *La mondialisation des guerres des palais*. Paris, éd. Seuil.

GARCIA Jr., Afrânio (2004) : « Une noblesse républicaine. Fernando Henrique Cardoso et la sociologie au Brésil ». (in) G. SAPIRO ; J. HEILBRON et R. LENOIR [éds], *Pour une histoire des Sciences Sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2004, p.305-320

GIANNOTTI, José Arthur (1984) : « A universidade e a crise », *Novos Estudos CEBRAP*, São Paulo, n° 10, out., p. 32-41.

GIANNOTTI, José Arthur (1987) : « Aula inaugural FFLCH/USP », *Novos Estudos CEBRAP*, São Paulo, n° 17, maio, p. 62-70.

GIANNOTTI, José Arthur (1989) : « CEBRAP, vinte anos depois », *Novos Estudos CEBRAP*, São Paulo, n° 25, out., p. 3-7.

GIANNOTTI, José Arthur (1986) : « O debate da competência na universidade », *Novos Estudos CEBRAP*, São Paulo, n° 16, dez., p. 38-39.

HEY, Ana Paula (2004) : *Dominação simbólica e destino da Educação Superior no Brasil*. Thèse de doctorat. Université Fédérale de São Carlos, São Paulo.

LOUREIRO, Maria Rita (1995) : « L'ascension des économistes au Brésil », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 108, juin, p. 51-70.